

## VOIR GERMER DEMAIN

Après un mois et demi de mobilisation l'Action catholique ouvrière souhaite envoyer de nouveau son soutien à ceux et celles qui continuent à s'engager pour défendre et construire un système de financement des retraites juste et solidaire.

Par-delà leurs diversités d'analyse et de modes d'action, l'ensemble des organisations syndicales est aujourd'hui engagé dans ce combat. Les très fortes mobilisations et la ténacité de certains secteurs engagés dans la lutte sont porteurs d'une grande espérance. La solidarité entre les générations et la forte présence des jeunes dans les manifestations est également le signe qu'un monde nouveau se construit. La visée d'une plus grande justice sociale répondant davantage aux inégalités sociales et économiques s'avère de plus en plus centrale. Il ne s'agit pas seulement de traiter les inégalités de salaires et de revenus, mais également les disparités d'espérance de vie, de pénibilité professionnelle.

Nous savons tout ce que les retraités apportent à notre société quant à leur présence auprès des enfants et des jeunes et dans beaucoup de cas auprès de plus anciens. Nous savons également leur rôle dans le dynamisme de notre tissu associatif et comme acteurs de lien social. Nous ne pouvons alors que nous inquiéter d'un projet de loi qui risque, à l'avenir, de précariser une partie des personnes.

Aujourd'hui, nous ne pouvons que déplorer le choix du gouvernement de n'avoir pas mené de négociation sérieuse et respectueuse avec l'ensemble des organisations syndicales. En effet, si le gouvernement actuel est légitime, les organisations syndicales, dans toute leur diversité, le sont tout autant. Une démarche respectueuse de la démocratie nécessite de prendre en compte l'ensemble des partenaires et non de les sélectionner en fonction de ses propres intérêts politiques.

Nous déplorons également un usage disproportionné et dangereux de la force dans le cadre du maintien de l'ordre lors des mobilisations. Il est signe d'intimidation contre le mouvement social et de la démocratie en général.

Ces logiques risquent de conduire à des formes de mobilisation de moins en moins contrôlées et de plus en plus violentes. Nous invitons le gouvernement à assumer ses responsabilités et à ne pas traiter ce conflit par une logique de « pourrissement » qui ne conduira qu'au ressentiment et nuira à la paix sociale. Nous tenons par ailleurs à saluer les organisations syndicales qui sont actuellement les premières barrières face à ces dérives. Nous faisons également nôtre les paroles du pape François invitant à changer le système avec courage mais sans violence ni rejet de l'autre :

*« Nous devons le changer [ce système], nous devons replacer au centre la dignité humaine et, sur ce pilier, doivent être construites les structures sociales alternatives dont nous avons besoin. Il faut le faire avec courage, mais aussi avec intelligence. Avec ténacité, mais sans fanatisme. Avec passion, mais sans violence. Et tous ensemble, en affrontant les conflits sans y rester piégés, en cherchant toujours à résoudre les tensions pour parvenir à un niveau supérieur d'unité, de paix et de justice. »* (1<sup>ère</sup> rencontre mondiale des mouvements populaires)

Parce que nous croyons en la dignité de chaque homme et parce que cette dignité s'exprime aussi par une vision d'un système de retraite basé sur la justice et soucieuse des plus faibles, nous invitons chacun à se mobiliser dans le respect des différences. Nous croyons que Dieu révèle son visage dans les rencontres, les épreuves, les luttes et les partages. C'est pourquoi, nous invitons, ceux qui le peuvent à soutenir celles et ceux qui se mobilisent et s'engagent. Enfin, nous invitons l'ensemble des membres de l'ACO, des équipes de notre mouvement à ouvrir des espaces de dialogue et de débat et à organiser des temps de réflexion collective pour permettre à tous de réfléchir, de se former et de comprendre les enjeux portés par les mobilisations actuelles.

Le 29 janvier 2020